BAKOUNINE, L'ÉTAT HÉGÉLIEN ET LE COMMUNISME D'ÉTAT

René Berthier

Avant-propos.– Ce texte est un extrait d'un document que j'ai commencé à écrire en 1987 et qui était destiné à former un ensemble en trois parties : 1. Les sources philosophiques de la pensée de Bakounine ; 2. La théorie de l'histoire de Bakounine ; 3. Bakounine dans l'action.

Seule la troisième partie a été publiée, amputée des chapitres sur l'AIT et la guerre franco-prussienne, sous le titre de *Bakounine politique, révolution et contre révolution en Europe centrale,* aux Éditions du monde libertaire, 1991.

A l'origine de ce travail, il y a la lecture que j'avais faite d'une note sur Bakounine figurant dans un recueil de textes philosophiques de Marx et Engels parus aux Éditions sociales, dont la proximité avec le Parti communiste est bien connue. Cette note disait que Bakounine n'avait aucune connaissance philosophique, ce que je savais être faux après mon passage au Centre de sociologie libertaire de Gaston Leval, excellent connaisseur de Bakounine. J'entrepris donc de rédiger un texte prouvant le contraire, dont je ne pensais pas qu'il dépasserait une trentaine de pages. Le travail me prit plusieurs années et me conduisit à lire Hegel, Fichte, Feuerbach, Bruno Bauer et d'autres.

Il me faut ici rendre hommage à Jean Barrué, traducteur de *La Réaction en Allemagne* de Bakounine [1], dont il a fait une préface stimulante (Éditions Spartacus), et à Henri Arvon, auteur de *Bakounine et la gauche hégélienne* [2].

---

1 Dont J.C. Angaut a proposé une nouvelle traduction plus récente.

2 Cf. Bakounine, *combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979, pp. 71-79.

C'est à l'occasion de ces lectures que je découvris que les écrits de Bakounine datant de sa courte période « anarchiste », certes un peu brouillons, écrits dans un langage accessible à tous, sont littéralement parsemés de références philosophiques « subliminales » qu'il faut savoir décrypter.

La raison pour laquelle je ne fis aucun effort pour faire publier ces « sources philosophiques de la pensée de Bakounine » est double : je fus accaparé par mes activités syndicales ; un jeune universitaire nommé Jean-Christophe Angaut commença à publier et à commenter les textes philosophiques de Bakounine avec beaucoup plus de compétence que moi [3].

Ce travail sur le Bakounine « philosophe » n'est cependant pas totalement « passé à la trappe » car de nombreux passages ont été repris dans trois ouvrages que j'ai consacrées au « Bakounine avant l'anarchiste » :

♦ L'autre Bakounine. – 1. Du conservatisme à la révolution démocratique
Première partie 1836-1847
http://monde-nouveau.net/spip.php?article79

♦ L'autre Bakounine. – 2. Allemagne et question slave
Deuxième partie : 1848-1861
http://monde-nouveau.net/spip.php?article170

♦ L'autre Bakounine. – 3. De la révolution démocratique à la révolution sociale
http://monde-nouveau.net/spip.php?article171

Au regard du travail fait par des universitaires beaucoup plus compétents que moi, ces réflexions paraîtront certainement maladroites. Cependant, j'ai pensé qu'il pouvait être intéressant de

---

3 Jean-Christophe Angaut :

• *Le statut de la philosophie chez le dernier Bakounine*, May 2011, Lyon, France. pp.191-207. ⟨halshs-00668718⟩

•*Bakounine jeune hégélien : la philosophie et son dehors*, ENS Editions, 2007.

• *La liberté des peuples : Bakounine et les révolutions de 1848*, Atelier de création libertaire, 2009.

faire connaître ces textes, moins pour leur originalité intrinsèque que pour leur caractère « archéologique ».

R.B.

* * * * * * * *

Il peut paraître étonnant que Bakounine n'ait pas développé de critique de l'État hégélien, ni pendant sa période de jeunesse, où il s'intéressait à la philosophie, ni pendant sa période anarchiste, qui commence vers 1869. Son article *La Réaction en Allemagne,* publié en 1842, se situe pourtant tout à fait dans le mouvement en faveur des réformes libérales qui mobilisait les hégéliens de gauche. L'accession de Frédérick-Guillaume IV au trône de Prusse avait suscité des espoirs vite déçus.

La revendication d'une constitution politique, de l'égalité et de la liberté politiques étaient les principales préoccupations des libéraux allemands qui supportaient mal le poids de la philosophie de l'État prussien à laquelle Hegel avait contribué. Ce dernier ne disait-il pas que l'État était la réalisation de l'idée morale, de la morale concrète, que le progrès de l'humanité s'accomplissait par l'intermédiaire de l'État ? « C'est la marche de Dieu dans le monde qui fait que l'État existe [4]. » Pourtant cette affirmation, comme c'est souvent le cas chez Hegel, pouvait très bien être interprétée selon des points de vue exotérique et ésotérique. On peut y voir l'affirmation d'un croyant pour qui l'État est la réalisation de la volonté de Dieu, ce qui ne peut que plaire aux tenants du despotisme et rassurer la censure, omniprésente en Prusse, mais on peut aussi comprendre que, dans un contexte où il est impossible de remettre en cause Dieu et l'État, ce dernier n'est défini que comme la résultante d'un déterminisme historique dont Dieu ne serait que l'instigateur « codé ».

Dans les années 1840, Bakounine se distingue peu des autres hégéliens de gauche – à l'exception de Marx – sinon par son désir de dépasser la simple activité théorique et critique dans laquelle se cantonnera un Bruno Bauer. A cette époque, Bakounine ne dit rien de la philosophie hégélienne de l'État. On peut avancer à cela une explication,

4 Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, Vrin, § 258 p. 260.

qui ne vaut cependant que comme hypothèse. *La réaction en Allemagne*, datant de 1842, est un texte fortement influencé par Bruno Bauer, semble-t-il. Ce dernier avait développé, en particulier dans *La Trompette du jugement dernier,* l'idée d'un Hegel ésotérique et d'un Hegel exotérique. Cette distinction présentait l'avantage de permettre de retenir certains aspects de la pensée du philosophe en les présentant comme « ce qu'il avait réellement voulu dire », et en évacuant le reste. Ce procédé est particulièrement flagrant dans *La Trompette….* Selon Bauer, les disciples de Hegel n'ont fait qu'arracher « le voile transparent dont le maître enveloppait parfois ses affirmations et découvert le système dans toute sa nudité » [5]. Bruno Bauer cherchait à démontrer que dans le domaine politique Hegel était « un plus grand révolutionnaire que tous ses élèves pris ensemble » [6]. Stirner, quant à lui, laisse judicieusement entendre qu'en sélectionnant soigneusement les citations – qui abondent dans le texte de Bauer – ce dernier pouvait faire dire ce qu'il voulait à Hegel : à propos de *La Trompette…*, il dit : « ... nous ne saurions rien en critiquer sinon que l'auteur semble n'avoir pas eu à la disposition de sa mémoire tous les passages utilisables de l'œuvre hégélienne [7]... »

La distinction établie par Bauer constitue en quelque sorte le fondement théorique de la division entre la droite et la gauche hégélienne, et on en retrouve un écho chez Engels lorsqu'il distingue à son tour entre système hégélien et méthode, le premier étant conservateur, le second révolutionnaire.

Bakounine va dans le sens de Bauer lorsqu'il indique dans *Étatisme et Anarchie* (l873) que « le parti des hégéliens révolutionnaires se montra plus logique que Hegel lui-même et infiniment plus hardi ; il arracha à la doctrine hégélienne son masque conservateur et montra dans toute sa nudité l'implacable négation qui en constitue l'essence ». Le parti conservateur, au contraire, « trouvant dans la nouvelle doctrine philosophique la justification et la légitimité de tout ce qui existe, fit sien l'aphorisme bien connu de Hegel : "Tout ce qui est réel est rationnel ». Ce parti créa la philosophie dite officielle de la monarchie prussienne, déjà présentée par Hegel lui-même comme l'organisation politique idéale » [8]. Une fois devenu anarchiste, Bakounine n'éprouve plus le besoin d'aborder la critique de l'État hégélien par le biais de la

5 Bruno Bauer, *La Trompette du jugement dernier*, éd. Aubier, p.71.

6 *Ibid*., p. 104

7 Cf. *Max Stirner*, Cahiers de philosophie, L'Age d'homme, p. 30.

8 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 308.

philosophie : la philosophie officielle de la monarchie prussienne étant selon lui d'inspiration hégélienne, c'est donc essentiellement à la *politique* de l'État prussien qu'il va s'attaquer.

En 1842, dans *La Réaction en Allemagne,* Bakounine ne fait qu'une seule référence à l'État, pour constater l'effondrement de son principe. L'humanité, dit-il, ne peut trouver sa satisfaction que dans un principe pratique universel ; faisant un tour d'horizon, il constate que ce principe n'est ni dans le protestantisme, « en proie aux plus affreux désordres » ni dans le catholicisme devenu « l'instrument obéissant d'une politique immorale ». Quant à l'État, il est « livré aux contradictions intérieures les plus extrêmes, parce que l'État sans religion et sans de solides principes communs ne peut vivre » (*Réaction en Allemagne*). Ainsi, alors que Hegel s'était consacré à renforcer le principe d'État – au point que Schopenhauer pensait qu'il était un agent à la solde du gouvernement prussien –, Bakounine se contente de constater son effondrement dans la conscience collective, aussi bien chez les conservateurs, qui ne peuvent plus attendre de lui qu'il assure la cohésion du système, que chez les libéraux, qui n'attendent plus de lui qu'il mette en place des réformes.

En somme, si Hegel se fait l'expression de la période ascendante de l'État prussien, qui va du début des guerres napoléoniennes à la mort de Frédérick-Guillaume III, Bakounine ne fait que constater le désengagement envers le principe d'État consécutif à la perte des illusions sur les promesses de libéralisation qui avaient été faites. En 1842, la critique de l'État hégélien peut en conséquence paraître à Bakounine largement dépassée. Il faudra attendre trente ans, c'est-à-dire ses écrits de maturité, pour qu'il revienne sur la critique de l'État prussien, mais alors il l'abordera non plus sous l'angle philosophique mais historique et politique. Bakounine ne s'intègre pas dans le débat : Hegel était-il réactionnaire ou révolutionnaire parce que pour lui le problème se pose autrement : c'est l'État prussien qui est réactionnaire, il est même le centre de gravité de la réaction en Europe.

En 1888, Engels déclara que la philosophie de Hegel n'avait donné qu'un fruit : le marxisme. Du point de vue qui est celui de notre propos, nous prendrons cette déclaration à la lettre ; elle légitime même, pourrions-nous dire, notre approche de la critique bakouninienne de l'État hégélien. C'est en effet dans une large mesure *une critique différée* de Hegel que fait Bakounine à travers les prises de position politiques, stratégiques et organisationnelles de Marx.

Dans *L'Encyclopédie*, Hegel rappelle qu'il a établi dans un premier temps l'idée de liberté comme étant le but absolu et final de l'État, que la liberté et l'égalité sont la fin et le résultat ultimes de la Constitution [9] Mais, ajoute-t-il dans la *Philosophie du droit,* il est aussi « le tout éthique, la réalisation effective de la liberté » [10]. Or, précisément, ce que Bakounine critique dans les conceptions de Marx et de ceux qui se réclament de lui, et qu'il englobe sous le terme général de « communistes d'État », c'est de considérer l'État comme la réalité du socialisme ; en faisant de l'État, de la conquête de l'État, la voie de passage obligatoire pour réaliser le socialisme, Marx ne fait, aux yeux de l'anarchiste, que transposer la position hégélienne selon laquelle l'État est l'actualité de la liberté concrète. Il s'agit même d'une transposition quelque peu perverse puisque, par une dialectique aussi subtile que fausse, un instrument d'oppression est censé devenir un instrument d'émancipation : ainsi Lassalle – dont Bakounine de son vivant ne pouvait pas savoir à quel point Marx divergeait de lui sur de nombreux points – se voit-il reprocher par Bakounine de vouloir « capturer » le pouvoir d'État pour le retourner contre la bourgeoisie au bénéfice des travailleurs, de la même manière qu'aujourd'hui, il est tourné contre les travailleurs au profit de la bourgeoisie. La perversité de ce mode de raisonnement a traversé le temps et continue encore d'influencer les cervelles des marxistes et marxologues : peut-on reconnaître une quelconque validité à ces arguments pseudo-hégéliens selon lesquels le prolétariat ne s'aliène politiquement que pour triompher de la politique ? C'est ce que fait Maximilien Rubel par exemple : « La conquête du pouvoir politique est un acte "bourgeois » par nature ; il ne se change en action prolétarienne que par la finalité révolutionnaire que lui confèrent les auteurs de ce bouleversement [11]. »

L'application mécaniste et naïve d'un des principes de la dialectique (une chose se transforme en son contraire) évacue le fait qu'une chose ne se transforme pas *nécessairement* en son contraire, elle le fait sous certaines conditions ; par ailleurs cette transformation n'est pas *nécessairement* un progrès, il peut en effet y avoir des involutions. On constatera par ailleurs le caractère foncièrement idéaliste de

---

9 Hegel, *Précis de l'Encyclopédie des sciences philosophiques,* Librairie philosophique J. Vrin, §§539-542, pp. 282-284.

10 Hegel, *Principes de la philosophie du droit,* Librairie philosophique J. Vrin, §258 add., p. 259.

11 Maximilien Rubel, *Marx critique du marxisme*, Payot, p. 55.

l'affirmation selon laquelle la nature de la conquête du pouvoir est déterminée par les *intentions* de ses auteurs. Ce genre d'affirmation illustre la faculté qu'ont certains auteurs d'utiliser la phraséologie hégélienne pour démontrer n'importe quoi et son contraire. Si la conquête du pouvoir politique est un acte bourgeois par nature, aucune finalité révolutionnaire dont seraient crédités ces auteurs ne peut le transformer en « acte prolétarien ». C'est au contraire l'acte prolétarien qui se trouve de ce fait transformé en acte bourgeois.

La classe ouvrière peut bien, selon M. Rubel, assumer le projet dialectique d'une « négation créatrice », ou prendre « le risque de l'aliénation politique en vue de rendre la politique superflue » ; pour Bakounine la seule négation créatrice est la destruction de l'État et son remplacement par les structures de classe du prolétariat. S'engager (volontairement en plus) dans un processus d'auto-aliénation ne paraîtrait pas à l'anarchiste russe comme le meilleur moyen de parvenir à l'auto-libération mais plutôt comme une forme particulièrement sophistiquée d'aliénation de type religieux.

Bakounine a souligné en de multiples occasions que la Réforme en Allemagne avait consolidé la féodalité en faisant de chaque prince un chef d'Eglise exigeant du clergé la soumission à l'État [12]. Les monarques allemands, plus tard, et particulièrement le roi de Prusse, avaient compris le danger représenté par les idéaux de la Révolution française et ce n'est qu'au prix de promesses de réformes que les éléments les plus dynamiques de la nation allemande ont pu être mobilisés contre Napoléon. Lorsqu'en 1815 les forces réactionnaires sont remises en selle, l'Allemagne était devenue selon Bakounine « la pierre angulaire de la réaction européenne » [13]. Mais le pouvoir, en Prusse, manquait d'assise idéologique. Or, l'État a absolument besoin d'une « sanction morale » qui puisse amener les masses à la « reconnaissance morale de son droit » [14]. Hegel va contribuer à fournir à l'État prussien la sanction morale dont il a besoin.

Pendant la Révolution, il avait développé l'idée selon laquelle l'État est tout et l'individu n'est rien, puisque le second ne doit son existence qu'au premier. Selon Hegel l'État est l'actualité de l'idée éthique, il est

---

12 Cf. René Berthier, « Bakounine et la Réforme protestante », http://monde-nouveau.net/spip.php?article531

13 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV 299.

14 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique,* Œuvres, Champ libre, VIII, 142.

le rationnel en et pour soi, une unité substantielle dans laquelle la liberté parvient à son droit suprême. Ainsi le devoir suprême de l'individu est d'être membre de l'État. L'individu lui-même n'a de vérité que comme membre de l'État, auquel il n'est pas lié par un choix mais par un rapport qui dépasse sa volonté. Un tel discours ne pouvait que plaire au roi de Prusse.

Que Hegel n'ait été motivé que par le désir de la restauration et de la consolidation de la monarchie prussienne reste à débattre, de même que reste en suspens la question de savoir s'il était au fond conservateur ou libéral : les interprètes les plus éminents de sa pensée ne parviennent pas encore aujourd'hui à se mettre d'accord. C'est peut-être Bakounine qui est dans la bonne voie : évitant le piège de l'explication ésotérique-exotérique, il insiste sur le caractère fondamentalement ambigu de sa pensée, ambiguïté qu'il lie au contexte de l'Allemagne de son temps.

Cependant les développements de Hegel sur la question de la constitution politique et de la liberté pourraient faire pencher la balance vers le conservatisme. A la chute de Napoléon, les libéraux allemands attendaient du roi de Prusse qu'il applique les promesses faites pendant l'occupation française ; or on assiste au contraire à une reprise en main de la réaction. Hegel explique dans la *Philosophie du droit* que la Constitution de l'État pénètre tous les rapports. Ainsi lorsque Napoléon a voulu donner aux Espagnols une constitution *a priori,* cela a échoué. Une constitution est le travail des siècles, elle est la conscience du Rationnel dans la mesure où il est développé dans un peuple : « car on ne fabrique pas une constitution ; il faut qu'interviennent le travail des siècles, l'Idée et la conscience du rationnel telles qu'elles se sont développées chez un peuple » [15].

La constitution que Napoléon donna aux Espagnols était rationnelle mais ne correspondait pas à la formation du peuple. Parfois se manifeste dans l'individu le besoin d'une meilleure constitution. Mais toute la masse ne peut pas être pénétrée d'une telle idée : cela n'arrive que plus tard. Hegel s'en sort par une pirouette ; la question de savoir à qui revient le pouvoir de faire une constitution se confond avec celle-ci : qui doit faire l'esprit du peuple ? « C'est l'esprit immanent et l'histoire (...) qui ont fait et qui font les constitutions » [16], autrement dit personne. S'abritant derrière l'esprit immanent, Hegel évite ainsi de prendre

15 Hegel, *Principes de la Philosophie du droit*, Vrin, § 274, add. p. 287.

16 Hegel, *Précis de l'Encyclopédie des sciences philosophiques,* Vrin, § 540 p 285.

ouvertement position : ainsi il évite de dire ce qu'il n'a peut-être pas envie de dire : que c'est le roi qui accorde les constitutions, et il évite de rappeler au roi qu'à une époque récente où le pouvoir royal était chancelant, il a rejeté l'idée de devoir son trône au prix d'une constitution. Puisque c'est l'histoire qui fait les constitutions, c'est là une question qui dépasse les volontés individuelles. Aux libéraux, il semble dire : votre heure viendra quand les conditions seront mûres, la nature du vrai n'est-elle pas de percer « quand son temps est venu » ? « C'est pourquoi il ne se manifeste pas trop tôt et ne trouve pas un public sans maturité pour le recevoir » [17]. Aux conservateurs en revanche il semble dire : les temps ne sont pas près de changer, vous avez encore un sursis. C'est cette idée qu'il exprime quand il écrit, dans *l'Encyclopédie,* que « La totalité vivante, la conservation, c'est-à-dire la production continue de l'État d'une manière générale, et de sa constitution, c'est le *gouvernement*. » [18]

> « Dans le gouvernement comme totalité organique, on trouve 1) la *subjectivité,* comme unité *infinie* de la notion avec *elle-même* en son développement, comme volonté de l'État qui embrasse tout, décide de tout, comme son point culminant, comme unité qui en tout pénètre. – C'est le pouvoir souverain du Prince. Dans la forme parfaite de l'État, où tous les moments de la nation ont acquis leur libre existence, cette subjectivité n'est pas une prétendue *personne morale* ou une détermination résultant d'une *majorité,* – formes où l'unité de la volonté déterminante n'a pas une *réelle* existence – mais, en tant qu'individualité réelle, c'est la volonté d'un seul individu qui décide – la monarchie. La constitution monarchique est donc celle de la raison développée ; toutes les autres constitutions appartiennent aux degrés inférieurs du développement et de la réalisation de la raison [19]. »

Par constitution, Hegel entend la détermination des droits, c'est-à-dire des libertés en général, et l'organisation de la réalisation de ces

---

17 Hegel, *Phénoménologie de l'esprit*, préface, trad. Jean Hyppolite, éd. Aubier-Montaigne, p. 61.

18 Hegel, *Précis de l'Encyclopédie des sciences philosophiques*, Vrin, § 541, p. 285.

19 *Ibid.,* § 542, p. 286.

libertés. Seule la constitution qui est la « raison développée » – la monarchie – peut assurer ce rôle. Pourquoi réclamer une constitution lorsqu'on vit sous une monarchie absolue, la meilleure des constitutions où tous les moments du concept ont acquis leur libre existence ? L'unité de la nation ne se trouve pas dans une détermination résultant d'une majorité ; la liberté est assurée par la loi, qui garantit aussi l'égalité.

Le principe que les citoyens sont égaux devant la loi est vrai, dit Hegel mais, exprimée ainsi, cette proposition est une tautologie, car on énonce là simplement l'état légal en général, à savoir que les lois dominent. Pour Hegel la conception de la liberté comme participation de tous aux affaires de l'État est étroite, elle ne se retrouve pas dans la réalité : ce ne sont que des présuppositions abstraites. Puisque l'État est l'actualité de la liberté concrète, seul l'État peut garantir cette liberté. Le haut développement et la haute organisation des États modernes amènent en fait une inégalité concrète croissante entre les individus. Seul l'établissement de lois plus rationnelles peut amener une liberté d'autant plus solide que l'État est plus capable de l'assumer. En d'autres termes, plus l'État est fort, plus il y a de lois, plus grande est la liberté. La boucle est bouclée.

Notre propos n'est pas de dire que Marx est le défenseur du régime monarchique prussien. Il a au contraire combattu ce régime et en a été la victime. Il s'agit simplement de montrer qu'il y a une certaine identité de démarche entre Hegel et Marx, et c'est en tant que cette démarche est identique que la critique bakouninienne peut s'appliquer à la fois à l'un et à l'autre.

Le Bakounine anarchiste, trente ans plus tard, reprendra le fil des réflexions développées par Hegel sur la question de la constitution et de la liberté. C'est l'Allemagne qui occupe l'essentiel de ses pensées mais, dans *Ecrit contre Marx,* en 1872, il analyse aussi le cas de l'Angleterre qui constitue en quelque sorte le contre-modèle de l'Allemagne.

Le peuple anglais jouit d'une liberté qui est plus qu'un simple « droit politique », dit Bakounine, c'est la « nature sociale de tout le monde », c'est une puissance de l'opinion qui existe comme un « fait social » et qui s'explique par le « tempérament historique » et par les « habitudes sociales » du peuple anglais. « En un mot, le peuple anglais n'a pas besoin de conquérir ni sa liberté, ni sa puissance politique, il les possède déjà dans le fait, dans ses mœurs [20]. » Bakounine s'interroge

20 Bakounine, Fragment formant suite à *L'Empire knouto-germanique*, Stock, p. 449.

alors : « Peut-on espérer de pouvoir donner par la propagande cette conscience à un peuple qui ne la trouve ni dans son tempérament, ni dans ses habitudes ni dans sa propre histoire ? » Peut-on, demande-t-il encore, donner aux masses populaires d'une nation, des tendances, des aspirations, des passions, des pensées qui ne soient pas le produit de leur propre histoire et que, par conséquent, elles ne portent point naturellement, instinctivement, dans leur sein ?

Le parallèle avec les propos de Hegel est frappant, lorsqu'il disait dans le *Précis de l'Encyclopédie* [21] qu'une constitution ne peut être accordée que « quand son temps est venu », quand elle trouve un public avec suffisamment de maturité pour la recevoir. A cette différence près, cependant, que si pour Hegel la constitution est « issue de l'esprit », pour Bakounine, le fond des aspirations et des idées d'un peuple n'est que « le produit du développement spontané et des conditions réelles de sa vie » [22].

Cette question s'inscrira dans un débat extrêmement concret qui oppose, dans l'AIT, Marx et Bakounine : il s'agit de savoir ce qu'on met dans le programme de l'Internationale.

Marx tenait à ce que figure dans ce programme la conquête du pouvoir politique. Le refus, par Bakounine, d'inscrire cette clause, de même que son refus que l'Internationale ait un programme ont été mal interprétés. Marx, selon le révolutionnaire russe, ne comprend pas ce qui fait la force de cette organisation qui a réuni, « dans l'espace de huit ans à peine, bien plus d'un million d'adhérents, et en a fait une véritable puissance ; une puissance avec laquelle les plus puissants monarques de la terre se voient aujourd'hui forcés de compter ». Selon Bakounine, « l'Internationale n'a pu se développer et s'étendre d'une manière aussi merveilleuse, que parce qu'elle a éliminé de son programme officiel et obligatoire toutes les questions politiques et philosophiques ». En proclamant la nécessité de « l'agitation légale pour la conquête préalable des droits politiques », Marx et les social-démocrrates allemands « subordonnent par là même le mouvement pour l'émancipation économique au mouvement d'abord exclusivement politique, et par ce renversement ostensible de tout le programme de l'Internationale, ils ont comblé d'un seul coup l'abîme qu'elle avait ouvert entre le prolétariat et la bourgeoisie. »

---

21 Cf. *op. cit.* § 540-541

22 Bakounine, Fragment formant suite à *L'Empire knouto-germanique*, Stock, p. 452.

Il ne s'agit pas, dit encore Bakounine, d'interdire tout débat politique dans l'AIT : celle-ci ne s'est jamais « posée ni en Eglise, ni en État, et c'est précisément parce qu'elle ne l'a pas fait que par la rapidité incroyable de son extension et de son développement elle a pu étonner le monde. » En éliminant « de son programme tous les principes politiques et philosophiques, non comme objets de discussion et d'étude, mais en tant que principes obligatoires », le congrès de Genève a fondé la puissance de l'Association.

Pour que l'AIT reste une puissance, « elle doit être capable d'entraîner dans son sein et d'embrasser et d'organiser l'immense majorité du prolétariat de tous les pays de l'Europe et de l'Amérique. Mais quel est le programme politique ou philosophique qui pourrait se flatter de réunir sous sa bannière des millions? Seul un programme excessivement général, c'est à dire indéterminé et vague peut le faire, car toute détermination en théorie correspond fatalement à une exclusion, à une élimination en pratique ».

Si on avait inscrit l'athéisme dans le programme de l'Internationale, croit-on qu'elle aurait pu rassembler autant de travailleurs ? « Tout le monde sait que non, non parce que le peuple soit réellement religieux, mais parce qu'il croit l'être ». Il est donc certain que si l'Internationale avait mis l'athéisme comme principe obligatoire dans son programme, la plus grande partie du prolétariat n'aurait pas adhéré. « Il en est de même de tous les principes politiques » : « Comment espérer que le prolétariat de tous les pays, se trouvant dans des conditions si différentes de tempérament, de culture, et de développement économique, pourra s'atteler au joug d'un programme politique uniforme ? »

C'est pourtant ce que Marx a fait, dit Bakounine, et il a semé les germes de la dissolution de l'organisation. Car en posant la question du programme politique, on crée autant d'Internationales qu'il y a de programmes, à moins d'imposer un programme unique. C'est ce que Marx et son entourage ont fait au congrès de La Haie, qui a également été celui de la mort de l'organisation.

En quelque sorte, Marx a tenté de faire ce que Napoléon avait tenté en Espagne, imposer une constitution qui ne correspondait pas à la formation du prolétariat de l'époque, hétérogène, vivant dans des conditions trop différentes, avec des expériences historiques trop différentes pour pouvoir envisager un programme unique.

Selon Bakounine, l'unité de l'AIT résidait dans sa diversité, grâce à laquelle elle aurait pu constituer « son unité réelle, économique d'abord et ensuite nécessairement politique » ; elle aurait créé, « non sans doute

d'un seul coup, la grande politique de l'Internationale, émanée non d'une tête isolée, ambitieuse, très savante, et néanmoins incapable d'embrasser les mille besoins du prolétariat, si encombrée de cervelle qu'elle soit, mais de l'action absolument libre, spontanée et simultanée des travailleurs de tous les pays ».

De même que, selon Hegel, la tentative, par Napoléon, d'imposer une constitution aux Espagnols était vouée à l'échec, parce que l'Idée et la conscience du rationnel ne s'étaient pas développés chez ce peuple par le « travail des siècles », de même pour Bakounine la propagande politique peut apporter une expression générale aux aspirations du prolétariat, elle peut quelquefois faciliter son développement : elle peut donner aux masses la conscience de ce qu'elles ont, de ce qu'elles sentent, mais « jamais elle ne pourra leur donner ce qu'elles n'ont pas, ni éveiller en leur sein des passions qui de par leur propre histoire leur sont étrangères » [23]. Bakounine se montre ici parfaitement hégélien.
Bakounine en arrive-t-il à la conclusion qu'il existe des nations plus particulièrement destinées à être révolutionnaires que d'autres, adoptant ainsi un raisonnement proche de celui d'Engels lorsqu'il distingue entre nations révolutionnaires et nations contre-révolutionnaires ? Il sait bien que l'exemple de l'Angleterre n'est pas probant. En effet, si les travailleurs britanniques ont une conscience de classe développée, il leur reproche par ailleurs « l'étroitesse de leurs conceptions doctrinales » [24]. Comment une classe ouvrière qui possède une liberté politique qu'aucune autre ne connaît, qui développe une conscience politique extrême peut-elle, par l'étroitesse de ses « conceptions doctrinales », être en même temps aussi dépourvue de perspectives politiques ?

Comme Hegel, Bakounine s'en sort par une pirouette dialectique : chez les peuples qui la possèdent, cette conscience politique est « arrivée à son point culminant, et, après avoir produit tous ses fruits, tend évidemment à se transformer en conscience antipolitique, c'est-à-dire socialiste révolutionnaire ». Comme Marx, Bakounine a eu un moment, eu des illusions sur la classe ouvrière anglaise. Faisant confiance sans leur pragmatisme, il pensait que les travailleurs anglais se rendraient compte que « le véritable État ouvrier ou populaire est l'abolition de tout État » [25]. Mais en 1872 c'est un peu lui-même qu'il désavoue lorsqu'il

---

23 Bakounine, Fragment formant suite à *L'Empire knouto-germanique*, Stock, p. 452.

24 Bakounine, *Étatisme et anarchie,* Œuvres, Champ libre, IV, 320.

25 *Ibid*, 321

reproche à Marx d'avoir conclu ses recherches économiques par l'idée que les autres pays, « étant plus arriérés du point de vue de la grande production capitaliste, le sont aussi nécessairement à celui de la révolution sociale » [26].

Dans les années 1830 et 1840, dit Bakounine, l'opinion la plus répandue était que la révolution qui résulterait de la propagation de l'hégélianisme serait infiniment plus radicale que celle de 1793 en France. « On le pensait parce que la conception philosophique élaborée par Hegel et poussée jusqu'à ses conséquences extrêmes par ses adeptes était effectivement plus complète, plus harmonieuse et plus profonde que celles de Voltaire et Rousseau » (Bakounine vise en fait Mirabeau à travers Voltaire et Robespierre à travers Rousseau.)

On supposait, dit-il encore, « que lorsque sonnerait à nouveau l'heure de la révolution, les docteurs en philosophie de l'école hégélienne laisseraient loin derrière eux les acteurs les plus audacieux des années 90 et étonneraient le monde par la rigoureuse et implacable logique de leur révolutionnarisme ». L'expérience de 1848 a suffi pour détruire cette croyance en une révolution allemande. Les révolutionnaires allemands ne surpassèrent pas ceux de 1789, ils n'égalèrent même pas, dit Bakounine, ceux de 1830 en France. Cet échec s'explique bien sûr par l'histoire, mais aussi par la méthode abstraite que les Allemands adoptèrent : une fois de plus « ils n'allèrent pas de la vie à l'idée mais de l'idée à la vie » [27]. Or, qui part de l'idée abstraite ne peut arriver à la vie, car « de la métaphysique à la vie il n'y a pas de chemin. Un abîme les sépare. Et sauter par-dessus cet abîme, exécuter le *salto mortale*, ou ce que Hegel lui-même appelait le saut qualitatif (...) du monde logique dans le monde naturel, nul n'y est encore parvenu et n'y parviendra jamais » [28].

Ce qui est intéressant pour notre propos est que, aux yeux de Bakounine, les « représentants de l'école matérialiste allemande », à savoir « Marx et consorts », n'ont « pas réussi et ne réussiront pas à se débarrasser d'une pensée abstraite et métaphysique prédominante ». En d'autres termes, le marxisme participe du même mouvement que toute la pensée allemande héritière de Hegel : ambiguë, idéaliste et étatique.

---

26 Bakounine, Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 5 décembre 1872, Œuvres, Champ libre, III, 153-154.

27 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 309

28 *Ibid.,* IV, 309.

Dans la critique bakouninienne du communisme allemand, la question de l'État elle-même et la question nationale sont deux thèmes inséparables, le second étant en quelque sorte l'aspect concret du premier considéré comme principe général. Déjà dans l'histoire du libéralisme allemand esquissée dans *Étatisme et anarchie* et dans *L'Empire knouto-germanique,* Bakounine montre que la bourgeoisie allemande était moins motivée par la revendication des libertés politiques que par celle d'un État unitaire :

> « Ce qui les affligeait, ce n'était pas l'absence d'une liberté dont ils n'auraient su que faire, mais le fait qu'il leur manquait une puissance nationale, unitaire, indivisible, s'ajoutant à l'existence réelle d'une multitude de petites tyrannies. Leur passion secrète, leur unique objectif était la formation d'un grand État pangermanique, capable de tout engloutir par la violence et devant qui trembleraient toutes les autres nations [29]. »

Selon Bakounine il n'y a pas de solution de continuité entre les aspirations de la bourgeoisie allemande des années 40 et celles de l'« école doctrinaire des communistes allemands ». Les uns et les autres subordonnent tout à la constitution d'un État unitaire centralisé. Les marxistes considèrent que la constitution de l'État national allemand est une condition indispensable du développement de l'action politique du prolétariat. Hors de ce cadre les luttes ouvrières ne peuvent ne peuvent se fixer, puisque l'action du prolétariat est conçue comme l'action au sein des institutions étatiques telles que les parlements. Du point de vue de Bakounine, « il est très naturel que les Allemands n'aient jamais voulu la révolution populaire » [30].

Sous ce rapport ils se sont montrés parfaitement logiques. En effet, « la puissance nationale ne peut dériver d'une révolution populaire, mais elle peut découler d'une victoire remportée par une classe quelconque sur le soulèvement du peuple » [31]. Ainsi, il a fallu en France le despotisme de Napoléon pour bâtir un État fort : « la constitution d'un État unitaire, tout inévitable qu'elle soit, se fait toujours sur les cendres des revendications populaires, dit Bakounine, faisant écho à Hegel, qui écrit que « le peuple en tant qu'État, est l'Esprit dans sa rationalité

29 Bakounine, *Étatisme et anarchie,* Œuvres, Champ libre, IV, 301

30 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 301.

31 Bakounine, *Ibid.*

substantielle et dans sa réalité immédiate : il est donc la puissance absolue sur terre [32]. »

Ailleurs, dans *l'Encyclopédie*, Hegel dit encore : « La conscience de soi qu'a un peuple particulier est le support d'un degré déterminé de développement de l'Esprit universel en son existence et la réalité objective en laquelle il dépose sa volonté. En face de cette volonté absolue, la volonté des autres esprits nationaux particuliers n'a point de droit ; car ce peuple-là domine le monde » [33].

Ainsi, c'est la nation, son esprit et sa volonté qui agissent sur la scène de l'histoire. Dans la mesure où les communistes d'État entendent faire évoluer l'action ouvrière dans le cadre de l'État national et de ses institutions, ils se situent parfaitement à l'intérieur du schéma hégélien. Marx ne s'était-il pas vigoureusement opposé à Becker, l'un des principaux propagandistes de l'AIT en Allemagne et en Suisse allemande parce que ce dernier estimait préférable d'organiser les fédérations de l'Internationale par secteur linguistique plutôt que par secteur national ? Une telle orientation aurait pratiquement interdit toute stratégie parlementaire.

Il est symptomatique que l'argument linguistique, récusé par Marx quand il s'agit de l'organisation ouvrière, est repris par Engels lorsqu'il permet à l'Allemagne de récupérer des territoires comme le Sleswig-Holstein : « Ces pays, dit-il, évidemment allemands par la nationalité, la langue et la mentalité étaient également nécessaires à l'Allemagne au point de vue militaire, naval et commercial [34]. » En face de la volonté absolue de l'Allemagne, la volonté des autres esprits nationaux n'a point de droit.

En 1848 Marx et Engels pensaient que l'Allemagne devait être cimentée par la guerre « démocratique » contre la Russie. Leur argumentation était parfaitement cohérente : dans l'Allemagne absolutiste, une guerre avec la Russie obligerait le roi de Prusse à faire des concessions pour rassembler les libéraux et unifier l'ensemble de la nation autour d'un projet mobilisateur. Bakounine objecta à l'époque que cette solution risque de renforcer le nationalisme russe ; il préconisait au contraire de rallier les Slaves à la révolution en unissant leur lutte à celle de la démocratie allemande. Un tel projet impliquait

---

32 Hegel, *Principes de la Philosophie du droit*, § 331, Vrin, p. 329.

33 Hegel, *Principes de la Philosophie du droit*, § 550, Vrin, p. 293.

34 Engels, *Revolution and Counter-Révolution in Germany,* Marx & Engels Collected Works, Lawrence & Wishart, vol. 11, p. 49.

évidemment que les Allemands renoncent à leurs prétentions sur les terres slaves, ce qu'ils n'étaient pas disposés à accepter – pas plus les révolutionnaires, Marx/Engels en tête, que les autres. La question de savoir quelle était, à l'époque, la solution la plus correcte politiquement, et la plus réalisable pratiquement, est aujourd'hui dépassée. Le débat permet cependant de percevoir les critères de référence à partir desquels Bakounine et Marx déterminent leur ligne d'action.

La stratégie préconisée par Marx et Engels en 1848 quitte délibérément le terrain de la solidarité de classe, de la solidarité des opprimés pour se placer sur celui de la bourgeoisie. Marx s'oppose à l'indépendance des Tchèques car alors « l'Est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une miche de pain rongée par les rats » ; Engels quant à lui, se réjouissait de l'écrasement des Slaves d'Autriche, déclare : « C'est ainsi que finissent pour le moment et très probablement pour toujours les tentatives faites par les Slaves d'Allemagne pour recouvrer une existence nationale indépendante » [35].

Marx et Engels se situent là parfaitement dans la lignée de Hegel. « Dans l'existence d'un peuple, dit ce dernier, la fin substantielle consiste à être un État et à se maintenir comme tel ; un peuple qui ne forme pas un État n'a pour ainsi dire pas d'histoire ; c'est ainsi que les peuples existaient avant leur formation en États, que d'autres existent aujourd'hui encore comme nations sauvages. Ce qui arrive à un peuple, n'a que relativement à l'État, son importance essentielle » [36]. Il est difficile d'exprimer mieux qu'un peuple n'a d'existence qu'à travers l'État, à travers sa capacité à former un État, qui lui donne en quelque sorte sa légitimité devant l'histoire : la légitimité de la force et du fait accompli. C'est ce qu'exprime parfaitement Engels lorsqu'il évoque l'expansion allemande au détriment des Slaves, cette « tendance historique, en même temps que la force physique et intellectuelle de la nation allemande pour soumettre, absorber et s'assimiler ses anciens voisins orientaux »; cette tendance, dit Engels, « avait toujours été et est encore l'un des plus puissants moyens par lequel la civilisation de l'Europe occidentale s'était propagée à l'Est de ce continent » ; enfin, Engels ajoute que c'est « le sort naturel et inévitable de ces nations

35 Engels, *Revolution and counter-revolution in Germany,* Marx & Engels Collected Works, vol. 11, pp. 70-71.

36 Hegel, *Précis de l'Encyclopédie des sciences philosophiques,* § 549 p. 292. . – Cf. également : *Ph. du dr* § 347.

moribondes de laisser s'accomplir ce procès de dissolution et d'absorption par des voisins plus forts qu'elles » [37].

L'optique de Bakounine est quelque peu différente. Les Allemands, dit-il, « aiment à se poser en civilisateurs des Slaves. Ils prétendent insolemment encore aujourd'hui que c'est là leur principale mission historique. Et remarquez que ce n'est point là seulement l'opinion des gouvernements et de l'aristocratie militaire; c'est l'opinion unanime des universités, des savants et de toute la bourgeoisie d'Allemagne ». Les Allemands, ajoute-t-il encore, reprochent d'ailleurs aux Autrichiens de ne pas avoir réussi à germaniser les peuples slaves soumis à leur joug. La bourgeoisie allemande s'imagine avoir réalisé le *nec plus ultra* du développement humain, et elle se présente à tous les peuples étrangers comme un idéal qu'ils doivent imiter. Jusqu'à présent, elle montrait cette outrecuidance seulement vis-à-vis des Slaves et des Italiens ; mais aujourd'hui, encouragée et exaltée « jusqu'à la folie, jusqu'à la stupidité par les victoires inattendues que ses armées ont remportées en France, elle se croit assez forte pour pouvoir menacer l'Europe entière. Elle est arrivée au maximum de son délire national ; elle menace, elle revendique à haute voix la Suisse, le Nord de la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark » [38]. Il est difficile de résister à la tentation de rapprocher ces lignes, écrites immédiatement après la naissance du IIe Reich, du programme appliqué soixante-dix ans plus tard par le IIIe...

Ailleurs Bakounine écrit : « on peut dire que, depuis les temps les plus reculés, la mission historique des Allemands a été de conquérir les terres slaves, d'exterminer, de pacifier et de civiliser, c'est-à-dire de germaniser les Slaves ou d'en faire des petits-bourgeois. » [39]. Ainsi la germanisation des pays slaves aboutit, outre l'asservissement, à développer la civilisation allemande « essentiellement bourgeoise, et de ce fait, foncièrement étatique » [40]. La constatation des faits par Bakounine est la même que celle de Marx et d'Engels : la germanisation des régions slaves y développe le capitalisme, les rapports bourgeois ainsi que la centralisation étatique. Vu par Hegel (« ce qui arrive à un

---

37 Engels, *Revolution and Counter-Revolution in Germany,* Marx & Engels Collected Works, vol. 11, p. 71.

38 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, fragment, « L'étatisme et le libéralisme allemand », Œuvres, Champ libre, VIII 404-405.

39 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 230.

40 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, IV, 231.

peuple n'a que relativement à l'État son importance essentielle ») ou par Engels (la faculté d'absorption des Allemands comme moyen de répandre la civilisation dans l'Est de l'Europe), ce processus constitue un fait inévitable et positif, quitte éventuellement à arranger un peu les faits, en oubliant par exemple que les Tchèques, des Slaves, avaient une industrie plus développée que les Magyars, ou quitte encore à accorder le statut de « nation historique » porteuse de civilisation et de démocratie à la Hongrie, où domine pourtant une aristocratie pléthorique et la grande propriété foncière. Mais, l'analogie des diagnostics posée, la signification que Bakounine donne à ce processus diverge profondément de celle de Marx et d'Engels. Si l'évolution décrite est inévitable, il n'y a pas à lui accorder une signification en termes de jugements de valeur, pense le révolutionnaire russe : « Nous reconnaissons beaucoup de nécessités que nous sommes très peu disposés à bénir. »

Bakounine écrit que la bourgeoisie allemande est persuadée que la race germanique est « la mieux douée, la plus intelligente, la plus morale et la plus énergique de la terre », et qu'elle est investie du devoir de civiliser le reste de la terre. Bakounine pense que « le sentiment de cette nécessité et de cette prétendue mission physiologico-sociale de la race allemande inspire la conscience patriotique et largement politique des hommes comme MM. de Bismarck et de Moltke... » [41] La « bourgeoisie industrielle, commerçante, littéraire et savante » d'Allemagne exprime dans la presse, les livres, les journaux, que « la race romande a fait son temps, qu'elle est morte et qu'il ne reste plus qu'à l'enterrer ». Ils en « avaient été depuis longtemps convaincus » pour l'Espagne, l'Italie, la Suisse romande, la Belgique et le Portugal. Maintenant que la France est vaincue, ils ne retiennent plus leurs sentiments sur son compte. « Ils font encore aux Anglais et aux Américains du Nord l'honneur de les considérer comme des demi-Allemands et aux Hollandais, aux Danois, aux Suédois et aux Suisses comme des Allemands dénaturés qu'il faut à toute force ramener au bercail. » [42].

Prophétie ou prévision, il est difficile de qualifier de tels propos. Peut-on dire que Bakounine fasse un procès d'intention à la bourgeoisie allemande lorsqu'on considère que de Fichte à Treitschke il y a une longue lignée de philosophes qui ont affirmé la supériorité de la race germanique ? En rationalisant la supériorité du prolétariat allemand,

---

41 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, fragment, « L'étatisme et le libéralisme allemand », Œuvres, Champ libre, VIII, 406.

42 *Ibid*. p. 407.

Marx et Engels ne font que transposer légèrement les données du problème et ne font, aux yeux de Bakounine, que réclamer leur place dans cette lignée. Car l'anarchiste connaissait les termes de la lettre de Marx à Brache d'août 1870, dont des extraits figurent dans le *Volkstadt* du 11 septembre et dans laquelle l'auteur se réjouit que la guerre ait transféré le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne. Il connaissait également le contenu de la lettre d'Engels du 15 août, déclarant que « Bismarck en ce moment travaille pour nous » [43].

Si Bakounine ne conteste pas les faits, ni l'inévitabilité de certaines tendances historiques, il appelle à ne pas s'incliner indifféremment devant ces faits et ces tendances ; et surtout il met en garde sur la possibilité de faire un contre-sens tragique sur la signification réelle de ces faits et de ces tendances.

Ainsi, la centralisation de l'État, le renforcement du pouvoir d'État sont des évolutions inévitables ; mais à l'encontre de Marx, Bakounine ne pense pas que ce soit là un phénomène dont la classe ouvrière ait à se réjouir. En se renforçant, l'État accroît les moyens grâce auxquels il peut réprimer la classe ouvrière. Par ailleurs, l'accroissement du pouvoir de l'État entraîne corrélativement un accroissement du pouvoir des États voisins, conduisant à la militarisation générale de toutes les nations. Là encore, on retrouve Hegel, pour qui l'État ne peut exister qu'en s'opposant aux autres États. L'État, dit-il, n'est pas « un individu réel s'il n'entretient pas de relations avec d'autres États » [44]. Ces relations donnent lieu au jeu extrêmement mobile des passions, des intérêts, de la violence [45]. Si plusieurs États parviennent à s'unir, il faudrait que cette union en tant qu'individualité se crée un opposant ou un ennemi. Dans *l'Encyclopédie* il déclare également :

> « Enfin, l'État offre cet aspect d'être la réalité immédiate d'un peuple particulier, ayant une destination naturelle. Comme individu distinct, il s'oppose de façon exclusive à ' d'autres États qui sont aussi des individus'. Dans leurs rapports réciproques, l'arbitraire et la contingence interviennent parce que l'élément général du droit, à cause de la totalité autonome de ces personnes,

43 Lettre d'Engels à Marx, 15 août 1870.

44 Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, Vrin, § 331 p 329.

45 *Ibid*. § 340.

> doit exister entre elles, mais n'existe pas dans la réalité. Cette indépendance des États fait de leur conflit un rapport de forces, un état de guerre... [46]. »

Le seul critère par lequel on peut juger l'État est celui du succès historique de ses actes. C'est l'État qui fait le droit et la morale, il est « la réalité effective de l'Idée éthique – l'Esprit éthique en tant que volonté substantielle révélée » [47]. Lorsque deux États s'opposent, seule la guerre peut décider entre eux. Les relations entre les États sont instables car il n'y a pas de juge pour régler les conflits. Seul le succès permet donc de juger les évolutions historiques ; c'est pourquoi il faut chercher ce qui constitue la destinée essentielle, le but absolu ou, ce qui revient au même, le résultat véridique de l'histoire du monde.

> « Au cours de cette dialectique se produit l'Esprit universel, l'Esprit du monde, Esprit illimité qui exerce son droit – et ce droit est le droit suprême – sur ces esprits finis dans l'Histoire mondiale, qui est aussi le tribunal mondial [48]. »

Pourtant, le succès historique ne peut suffire comme critère de jugement. Comme l'a souligné Bakounine, une sanction est nécessaire pour amener à la « reconnaissance morale du droit de l'État ». Aussi Hegel introduit-il la notion commode de vraie et de fausse morale :

> « Nous pouvons établir les vrais principes de moralité ou plutôt de vertu sociale par opposition à la fausse moralité ; car l'Histoire du monde se situe au-dessus de la moralité de caractère personnel (...) C'est pourquoi l'attitude de ceux qui se réclament du droit et de l'ordre ancien n'est que rectitude formelle désertée par l'esprit vivant et par Dieu (...) En principe, l'Histoire du monde peut ignorer complètement le cercle dans lequel se situe la moralité » [49]. »

---

46 Hegel, *Précis de l'Encyclopédie des sciences philosophiques*, Vrin, § 545 p 289.

47 Hegel, Principes de la philosophie du droit, § 257, p. 258.

48 Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, § 340 p 333.

49 Hegel, WW, XI, pp 105-106, cité par Karl Popper, *Hegel et Marx*, *La société ouverte et ses ennemis*, éd. Points, p. 47.

Les positions que développeront Marx et Engels sur la question des nationalités, et en matière de questions internationales, ne seront jamais autre chose que l'application de ce principe hégélien. Ainsi Marx écrit-il à Lassalle le 2 juin 1860 : « Il est évident qu'en matière de politique étrangère, les phrases sur la "révolution » ou la "réaction » n'ont aucun sens. »

Engels nous apprend qu'il existe des nations historiques : celles qui sont capables de former un État, et des nations non historiques. Les premières réussissent à soumettre les autres populations et à résister aux invasions. Les Allemands, puis les Magyars et enfin à un moindre degré les Polonais, ont cet honneur. Mille ans d'histoire de l'Europe centrale montre la lutte historiquement juste des Allemands et des Hongrois contre les slaves. « C'est grâce à eux, à la germanisation surtout, que les Slaves furent entraînés dans le mouvement européen. » C'est grâce à eux également, ajoute Engels, que les Slaves du Sud ne sont pas devenus Turcs ou musulmans : c'est là un service qu'ils ne paient pas trop cher en troquant leur nationalité contre la nationalité allemande ou hongroise [50].

En échange de l'absorption par les Allemands et, à un moindre degré, par les Hongrois, les Slaves reçoivent « la démocratie en compensation » [51] Les Tchèques représentent un de ces « monuments ethnographiques sans importance », ainsi que les Slovaques. Au sujet des premiers, Engels déclare que « l'unique solution possible maintenant est une guerre d'extermination entre Allemands et Tchèques » [52] ; à l'égard des seconds, il recommande « le terrorisme le plus résolu ».

Il est intéressant de noter les critères à partir desquels Engels détermine le caractère historique des nations d'Europe centrale. A la réflexion les Tchèques, au sens hégélien, ne sont pas dénués d'histoire ; en revanche il est curieux de constater que les nations non allemandes qui sont investies du caractère de nations historiques – les Polonais et les Magyars – sont toutes deux des nations paysannes et nobiliaires. On peut s'étonner que selon les critères mêmes de l'analyse marxiste, l'aristocratie foncière puisse devenir le porte-drapeau de la démocratie. C'est que Marx et Engels, reprenant le point de vue hégélien selon lequel

---

50 Cf. Engels, « La lutte des Magyars », *Nouvelle Gazette rhénane,* 13-01-1849

51 Engels, « Le débat sur la Pologne à Francfort », *Nouvelle Gazette rhénane*, 09-08-1848.

52 *Ibid.*, p 117.

l'État est la réalité du peuple, ne jugent le caractère progressiste des peuples d'Europe centrale qu'en fonction des intérêts de la constitution de l'État national allemand. La critique virulente que fait Engels des prises de position de Bakounine pendant la révolution de 1848 consista à lui reprocher sa rectitude formelle et ses principes de fausse moralité.

Mais c'est un autre débat…

Bakounine, Marx, Engels, l'État [53]

Les divergences entre Bakounine et Marx reposent sur une opposition fondamentale sur la nature de l'État, et c'est cette opposition qui fournit la clé du débat. Dans la préface de 1870 de *La Guerre des paysans*, Engels dit une chose curieuse : en Allemagne le capitalisme depuis1848 s'est développé de façon fantastique. Or « comment est-il donc possible que cette bourgeoisie n'ait pas conquis aussi le pouvoir politique et qu'elle se conduise d'une manière aussi lâche vis-à-vis du gouvernement ? »

Bakounine avait fait la même constatation :

> « L'Allemagne depuis 1830 nous a présenté et continue de nous présenter le tableau étrange d'un pays où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie, mais à la monarchie absolue [54]... »

En Angleterre, où le capitalisme s'est développé depuis beaucoup plus longtemps, la bourgeoisie, dit encore Engels, « n'a pu faire entrer au gouvernement son représentant, Bright qu'au moyen d'une extension du droit électoral, qui par la suite (croit Engels) devra mettre fin à toute domination bourgeoise ». En France, enfin : « La bourgeoisie comme telle — classe en général — n'a tenu le pouvoir dans ses mains que deux années sous la république, en 1849 et 1850, et ne put prolonger son existence qu'en cédant le pouvoir politique à Louis Bonaparte... ».

Et Engels conclut que la bourgeoisie au cours de son développement arrive à un moment à partir duquel « tout accroissement

---

53 Extrait de « Bakounine faisait-il de la politique ? (Ou : la question de l'État et l'état de la question) », *La Rue* n° 33, 2e trimestre 1983.

54 Bakounine, Trois conférences faites aux ouvriers du Val de Saint-Imier (mai 1871). Troisième conférence.

ultérieur de ses moyens de domination, à savoir en premier lieu ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à l'exercice du pouvoir politique ». En somme, la classe dominante ne détient pas directement le pouvoir politique.

Marx et Engels ont certes expliqué ce phénomène : il y a des périodes où les classes en lutte paraissent s'équilibrer et où en conséquence le pouvoir d'État acquiert une certaine indépendance. C'est ce qu'ils appellent le bonapartisme. Dans le *Manifeste*, l'État est défini tout autrement. On y apprend que « la bourgeoisie a réussi à conquérir de haute lutte le pouvoir politique exclusif dans l'État représentatif moderne », et que « le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ». Engels confirme cette définition dans une lettre à Théodore Cuno du 24 janvier 1872.

Il y critique (à tort d'ailleurs) Bakounine de ne pas partager l'avis selon lequel « le pouvoir d'État n'est rien d'autre que l'organisation que les classes dominantes : propriétaires fonciers et capitalistes, se sont donnée pour préserver leurs privilèges ». On peut concevoir qu'épisodiquement, « par exception » comme dit Engels, la classe dominante abdique momentanément son contrôle. Mais on nous indique bien que la bourgeoisie, aussi bien en Angleterre qu'en France, n'a quasiment pas détenu le pouvoir (deux ans en France), et en Allemagne pas du tout ; et que d'autre part cette bourgeoisie est une classe déclinante, idée qui est exprimée à de multiples reprises.

L'exclusion de la bourgeoisie de l'exercice du pouvoir politique à son propre profit n'est donc pas un phénomène circonstanciel. C'est une constante du capitalisme. Selon les textes de Marx et d'Engels auxquels on se réfère, l'État apparaît comme un simple appareil de répression au service de la classe dominante, ou comme une structure ayant sa logique propre et qui tend à s'autonomiser. Cependant, le point de vue de Marx et d'Engels sur l'État ne peut pas se limiter à des réductions simplistes (sauf quand ils polémiquent avec Bakounine). L'État se constitue indépendamment des classes sociales et de la lutte des classes (*L'Anti-Dühring*), en dehors des déterminismes qui aboutissent à la formation des classes.

L'État résulte des déchirements internes de la société (*L'Idéologie allemande*). En dehors du facteur économique (appropriation des moyens de production), il y a le facteur politique (monopole de gestion des intérêts communs) qui est l'élément moteur de la constitution de l'État. Comme la vie sociale se complique, la société « se trouve de plus

en plus incapable de s'en passer » (*L'Anti-Dühring*) et finalement l'État acquiert une relative autonomie par rapport à la société. Ce n'est pas la classe « économiquement dominante » qui crée l'État. L'État est « issu de la société ». Il n'est pas qu'un instrument de répression, il est aussi un outil de médiation et de gestion. En fait, un lecteur de Marx qui en serait resté au contenu du *Manifeste* — qui ne contient aucune analyse réelle de la notion d'État — aurait été incapable de comprendre trois ans plus tard l'avènement de Louis-Napoléon Bonaparte. Dans le *18-Brumaire* Marx va esquisser l'idée d'autonomisation relative de l'État, et il reprendra l'idée qu'il avait émise dans *Critique de la philosophie de l'État de Hegel* : l'État est la propriété privée de la bureaucratie. Après avoir très schématiquement établi que la théorie de l'État chez les fondateurs du socialisme « scientifique » ne pouvait pas être schématisée, on peut donc s'étonner des railleries simplistes d'Engels contre Bakounine : « Bakounine croit que c'est l'État qui a créé le capital et que le Capitaliste ne possède son capital que par la grâce de l'État. Puisque le mal principal c'est l'État, pense-t-il, il faut le supprimer en premier lieu ; ensuite le capital disparaîtra bien tout seul [55]. »

D'abord Bakounine n'a jamais été aussi schématique.

Ensuite Engels lui-même, lorsqu'il ne raille pas ses adversaires, parvient à des conclusions extrêmement proches : « Pour la défense des intérêts communs, la société a créé, originairement par simple division du travail, ses organes propres. Mais ces organismes dont le sommet est constitué par le pouvoir d'État, se sont avec le temps mis au service de leurs propres intérêts, et de serviteurs de la société ils en deviennent les maîtres ». (Préface à *La Commune de Paris*). L'État n'est plus simplement, comme le définit *L'Idéologie allemande*, « la forme où les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs ». C'est la société tout entière, toutes les classes sociales qui s'aliènent dans une puissance qui leur est extérieure et qui s'autonomise par rapport à la société. La politique ne se réduit pas à une simple correspondance subordonnée à l'économique. Si comme l'ont constaté à la fois Bakounine, Marx et Engels, il y a une distorsion entre les forces économiques réelles de la société et la sphère politique, il y a donc une force motrice qui ne se réduit pas à l'économique. Une classe sociale peut ainsi se donner un gouvernement qui ne correspond pas à sa réalité économique, comme le montre l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte.

---

[55] Lettre à Th. Cuno, 24.1.1872

Voyons maintenant le point de vue bakouninien. Dans la lettre à Théodore Cuno citée, Engels dit: « Nous disons au contraire : supprimer le capital, la concentration des moyens de production entre les mains d'un petit nombre, et l'État tombera de lui-même. » Bakounine, l'expérience historique aidant, constate au contraire que : « Le joug de l'État a prévalu contre toutes les révoltes populaires. » Toute tentative de modification des rapports de production se heurtera à la force étatique ou à la logique de l'État si on a la naïveté de vouloir transformer l'infrastructure économique en prenant le contrôle de l'État.

La destruction de l'État ne peut résulter d'une simple modification des rapports de production, elle ne peut survenir que par une attaque frontale. En ce sens les anarchistes se montrent donc plus politiques que les marxistes. L'État, dit Bakounine, a abouti à une double résultante : l'asservissement forcée des masses ; la servitude intéressée et par conséquent plus ou moins volontaire des classes privilégiées. Jusqu'ici les révolutions n'ont été que « la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'État, la lutte pour la domination et l'exploitation des masses ». Force extérieure à la société civile, l'État est donc une structure dans laquelle s'aliènent toutes les classes de la société et qui est mue par une logique propre qui la pousse à s'autonomiser.

Pourtant Bakounine se défend des déformations simplistes et polémistes qu'on a données de ses conceptions. « Je sais fort bien que les sociologues de l'école de M. Marx, tels que M. Engels vivant, tels que feu Lassalle par exemple, m'objecteront que l'État ne fut point la cause de cette misère, de cette dégradation et de cette servitude des masses ; que la situation misérable des masses, aussi bien que la puissance despotique de l'État, furent au contraire, l'une et l'autre, les effets d'une cause plus générale, les produits d'une phase inévitable dans le développement économique de la société... Matérialistes et déterministes, comme M. Marx lui-même, nous aussi nous reconnaissons l'enchaînement fatal des faits économiques et politiques dans l'histoire ». (*Écrit contre Marx*). Dans leur théorie de l'État, Marx et Engels n'iront cependant pas plus loin que la reconnaissance de l'autonomisation relative de l'État.

Bakounine ira plus loin. Considérant comme un acquis — bien que restant critique — les travaux économiques de Marx, on peut dire que Bakounine commence l'analyse de l'État là où Marx s'arrête. Démentant les insinuations concernant son mépris des problèmes économiques, Bakounine fonde dans *Étatisme et anarchie* sa théorie de l'État moderne

sur l'analyse du niveau de développement du capitalisme. Le capital industriel et le capital bancaire ont besoin pour se développer des grandes centralisations étatiques « qui, seules, sont capables de soumettre à leur exploitation les millions et les millions de prolétaires de la masse populaire ». (Bakounine, *Étatisme et anarchie*.)

Le capitalisme développé s'accommode parfaitement de la démocratie représentative, car cette « structure moderne de l'État » réunit deux conditions préalables nécessaires : la centralisation étatique et l'assujettissement du peuple à un système qui lui donne l'illusion de le représenter. L'industrie capitaliste et la spéculation bancaire — la seconde finissant par absorber la première — « doivent élargir sans cesse leur champ d'activité au détriment de la petite spéculation et de la petite industrie condamnées à être dévorées par elles. » L'État moderne suit une même logique vers l'extension de son champ et le renforcement de son pouvoir. Il porte en lui « l'irrésistible aspiration à devenir un État universel ». Cette tendance est renforcée par la décomposition interne du monde bourgeois et par la montée du prolétariat. La guerre de 1870 a mis en relief « la peur ignominieuse et la trahison généralisée de la moyenne partie de la classe bourgeoise, qui préfère mille fois se soumettre aux Prussiens plutôt que de confier des armes au prolétariat. » (*Étatisme et anarchie*).

L'insurrection de la Commune de Paris ayant proclamé la « rupture de l'unité étatique de la France », conduisit à sa répression féroce d'abord, puis à travers toute l'Europe, à un renforcement du pouvoir d'État, de « l'ordre étatique, juridique, métaphysique, théologien et militaire-policier, considéré comme le dernier rempart qui protège à l'heure actuelle le précieux privilège de l'exploitation économique ». Le fossé entre le monde bourgeois et le monde ouvrier s'est accru, c'est-à-dire l'antagonisme des classes, mais le combat final se situera en réalité entre classe ouvrière et État, « dernier rempart » du capitalisme sans la protection duquel la bourgeoisie est impuissante. L'État n'est pas un organe réactionnaire parce que c'est la bourgeoisie qui le dirige, il est tel par sa constitution même :

> « Ainsi, d'une part l'État, d'autre part la révolution sociale, tels sont les deux pôles dont l'antagonisme forme l'essence même de la vie sociale actuelle sur tout le continent européen [56]. »

[56] Bakounine, *Étatisme et anarchie, Œuvres,* Champ libre, p. 217.

Dans la mesure où l'on considère l'État avant tout comme une superstructure, comme une superstructure relativement « neutre » quant à son contenu de classe, et pouvant être utilisé indistinctement par n'importe quelle classe, on conçoit la stratégie politique du marxisme. Au contraire, pour Bakounine l'État n'est pas une instance neutre, il a un caractère de classe précis : *c'est l'organisation de classe de la bourgeoisie*.

Le mot d'ordre de destruction de l'État ne procède donc pas d'une affirmation abstraite de priorité des déterminismes politiques sur les déterminismes économiques. Bakounine pense ces déterminismes précisément d'une manière dialectique, c'est-à-dire en interrelation constante. Le mot d'ordre de destruction de l'État procède de l'analyse de celui-ci comme gardien et gestionnaire des moyens de production de la société bourgeoise : fonctions à la fois politiques et économiques, inséparablement.

Marx avait entrevu le phénomène de concentration totale du pouvoir économique et politique entre les mains de l'État. Dans le *Capital,* Livre III, 6e section, il évoque l'hypothèse où les « producteurs directs » ont à affronter non des propriétaires particuliers mais l'État, qui est « à la fois propriétaire et souverain » (souligné par moi). « Ici, dit Marx, c'est l'État qui est le propriétaire souverain, et la souveraineté n'est elle-même que la concentration de la propriété foncière à l'échelle nationale [57]. » Malheureusement, ce cas n'est abordé qu'en passant et se réfère à des formes économiques primitives, « comme c'est le cas en Asie »... Pas à la société moderne.

La sociologie politique de Bakounine envisage le problème du « capitalisme d'État » de façon beaucoup plus explicite, comme une forme possible de développement de la société capitaliste. Dans ses « Lettres aux Internationaux du Jura » (mai1869) il dit en effet : « L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise... classe bureaucratique à la fin, lorsque toutes les autres classes s'étant épuisées, l'État tombe ou s'élève, comme on voudra, à la condition de machine... » Dans *Écrit contre Marx*, Bakounine nous dit que la base sociale de la bureaucratie, cette « quatrième classe gouvernementale » qui est appelée à succéder à la bourgeoisie, non pas inévitablement mais « si l'on y met ordre », est constituée de « la couche supérieure, la plus civilisée et la plus aisée du monde ouvrier, cette couche d'ouvriers quasi-bourgeois dont ils *[les*

---

57 Marx, *Le Capital*, Livre III, 6e section, La Pléiade, Économie II, p. 1400.

marxistes] veulent précisément se servir pour constituer leur quatrième classe gouvernementale, et qui est vraiment capable d'en former une si l'on y met de l'ordre dans l'intérêt de la grande masse du prolétariat [58]. »

La théorie de la classe sacerdotale du moyen âge, développée par Bakounine dans ses « Trois Conférences… », vaut d'être mentionnée car elle fournit une lumière inattendue sur le problème de la bureaucratie soviétique, avec laquelle elle présente de nombreuses analogie : une classe dominante sans titres individuels de propriété mais possédant de façon oligarchique les moyens de production, gouvernant par un appareil centralisé dont la structure est strictement hiérarchisée et qui se reproduit par absorption des élites de la société. Quant à la classe bureaucratique moderne, Bakounine en percevait les prémisses dans la politique préconisée par Marx et d'Engels. En définitive c'est Engels qui apparaît comme un naïf utopiste lorsqu'il dit dans l'*Anti-Dühring* que le premier acte par lequel l'État apparaît réellement — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps « son dernier acte en tant qu'État », car ce premier acte est justement celui par lequel l'État se rend totalement indépendant.

Dans le système marxiste, dit Bakounine, « il n'y aura donc plus de classes, mais un gouvernement et, remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'État. (...) Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science, et une immense majorité ignorante. » (Écrits contre Marx).

Ce passage souvent cité de Bakounine est habituellement accompagné de l'épithète « prophétique ». Il n'y a rien de « prophétique » car le mot laisse entendre que son auteur aurait eu, en passant et par hasard, une inspiration aussi subite que mystérieuse. Or l'opinion de Bakounine est fondée au contraire sur des éléments bien concrets : une profonde connaissance de l'histoire, de la société contemporaine et des hommes. Il est étonnant qu'avec les outils

---

[58] *Bakounine, Fragment formant suite de l'Empire knouto-germanique*, Stock, p. 413.

théoriques qu'ils avaient élaborés — en particulier la théorie de la concentration du capital — Marx et Engels n'aient pas envisagé que l'étatisation totale des moyens de production constituait justement le *stade suprême de la concentration du capital*, non le début de la dissolution de l'État. Marx et Engels disposaient de tous les éléments nécessaires pour parvenir à une théorie conséquente de l'État.

La mauvaise foi évidente de leurs critiques contre Bakounine sur ce sujet —attestée par le fait que lorsqu'ils ne polémiquaient pas ils avaient parfois des points de vue proches de ceux de Bakounine — et surtout la hargne qu'ils ont montrée à l'encontre de leur adversaire conduisent à penser qu'ils craignaient avant tout que les thèses de Bakounine n'apparaissent trop convaincantes.

Surtout, ils craignaient que les conclusions d'une théorie conséquente de l'État ne s'imposent de façon trop évidente : rejet de l'électoralisme, rejet de la stratégie de prise du pouvoir d'État.

CONCLUSION

Il existe dans la théorie marxiste de l'État une « parenthèse » constituée par le livre de Marx sur la Commune de Paris (*La Guerre civile en France*). La Commune, dont le programme fédéraliste est un camouflet aux thèses de Marx, devient, dans cette entreprise de récupération qu'est *La Guerre civile*, « la forme enfin trouvée sous laquelle il était possible de réaliser l'émancipation du travail. » « Voici la dictature du prolétariat », dira également Engels dans une préface de 1891 au livre, ce qui ne l'empêche pas, la même année, dans sa critique du programme d'Erfurt, de dire que la république démocratique parlementaire était également « la forme spécifique de la dictature du prolétariat »...

Ce livre de Marx sera abondamment utilisé par les propagandistes marxistes pour présenter aux masses une théorie de l'État et de la dictature du prolétariat sous des couleurs fortement libertaires, en « oubliant » d'autres livres de Marx où le pouvoir est présenté sous la forme d'une république jacobine (le *Manifeste*) ou sous la forme d'une dictature ultra-centralisée sans représentation populaire (*Le 18 Brumaire* et *Les luttes des classes en France*). Bakounine fera justice de cette « parenthèse » quasi-libertaire en disant que *La Guerre civile en France*

est un « travestissement bouffon » par Marx de sa propre pensée [59]. Certains auteurs aujourd'hui cherchent à redorer le blason du marxisme en faisant passer Marx pour un théoricien de l'anarchisme. Maximilien Rubel, arguant que Marx avait en prévision un livre sur l'État, et regrettant à plusieurs reprises qu'il n'ait pas eu le temps de l'écrire, affirme qu'il n'aurait pas manqué de contenir « la théorie de la société libérée de l'État ».

D'autres auteurs, ou parfois les mêmes, veulent démarquer le marxisme de sa caricature stalinienne et insistent sur les textes où Marx se fait l'apôtre de l'abolition de l'État: « Tous les socialistes entendent par anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteint, le pouvoir de l'État (...) disparaît et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives [60]. » Mais c'est probablement Engels qui résume le plus clairement la portée réelle que les marxistes donnent au mot d'ordre de l'abolition de l'État : « Pour ce qui est de l'abolition de l'État, c'est une vieille phrase philosophique allemande dont nous avons beaucoup usé lorsque nous étions des blancs-becs [61]. » Engels, le "gaffeur ».

---

59 Bakounine, Lettre à *La Liberté* de Bruxelles, 5 octobre 1872, Œuvres, Champ libre, III, 166.

60 Marx : « Les Prétendues Scissions dans l'Internationale ».

61 Engels : Lettre à Cafiero, 1er juillet 1871.